

Structure des prochains tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité « TURPE 6 »

Date de la contribution : 11/06/2019

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Non, je ne suis pas favorable aux principes et critères identifiés par la CRE

En effet on constate que la consommation électrique globale de la France est stable voire diminue depuis plusieurs années. Cette diminution est souhaitable selon la politique de Transition énergétique.

Ce qui gêne essentiellement c'est la pointe d'hiver et il faut mettre en œuvre les solutions pour lisser celle-ci sans contraindre l'utilisateur par le prix (ce qui est une cause importante du refus de Linky) ; par contre le contraindre par l'obligation d'isolation et l'abandon du chauffage électrique est sensé et bien plus efficace. Mieux, la CRE pourrait inciter Enedis/RTE/EDF à être le tiers payant (*) de la politique de meilleure isolation des logements et bureaux.

La diminution de consommation devrait alors se renforcer. De plus, si on choisit de favoriser la production électrique locale (ENR de préférence) aux dépens de la production centralisée, on réduira la charge et la distance des transports d'électricité haute tension et donc les coûts d'équilibrage afférents.

Certaines hypothèses de la CRE comme la généralisation de l'utilisation de batteries et la prise en charge des véhicules électriques sont contraires à la Transition énergétique. Chacun sait que la construction des batteries est très énergivore et très polluante, ce qui reste vrai pour les véhicules électriques. Ces hypothèses sont donc à rejeter et ne doivent en aucun cas donner prétexte à des évolutions tarifaires. Par contre ne pas s'interdire des possibilités de stockage et donc de lissage moins énergivores (énergie potentielle, cinétique, ...).

De même le recours à l'autoconsommation individuelle n'est pas intéressant pour l'utilisateur de petite puissance et ne doit pas être mise en avant.

La pointe d'hiver actuelle due au chauffage électrique peut être estimée à 37 GW de puissance appelée par rapport à une puissance totale appelée de 97 GW environ soit 38 % de cette puissance totale. En faisant un réel effort d'isolation des logements, locaux, ... on doit pouvoir faire baisser cette pointe et ramener la France à un profil de consommation plus proche des autres pays européens. En particulier attendre 2035 soit 16 ans pour revenir à une pointe de 87 GW semble une projection bien trop pessimiste. Il faut faire mieux et surtout plus vite ! Tout chauffage électrique (chauffage ou eau chaude) doit être fortement dissuadé dans le neuf et la rénovation.

La CRE relève que la somme totale des puissances souscrites est plus de 3 fois la puissance de pointe d'hiver. Ne pas en déduire que toute réduction de puissance souscrite (comme le propose le pas de 1kW des Linky et du Turpe) implique forcément de réduire la pointe d'hiver (et d'autres pointes). En effet lisser les pointes par la contrainte risque fort de faire apparaître des pointes décalées et surtout ne réduira pas la consommation globale d'électricité. C'est pourtant cette dernière qu'il faut faire baisser selon la Transition énergétique et non pas seulement les pointes !

Mes remarques constituent des principes plus favorables que ceux identifiés par la CRE.

(*) EDF et ses filiales est une société nationalisée. Elle peut donc emprunter à taux quasi nul pour développer une activité de tiers payant. Enedis pourrait alors proposer aux usagers une facture incluant le remboursement des travaux d'isolation et la consommation d'électricité. Cette facture globale pourrait être constante ou légèrement dégressive sur une certaine durée ce qui rassurerait l'utilisateur.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

Non je ne partage pas les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE.

En effet, je pense que la plupart des usagers n'ont pas décidé d'être équipés de radiateurs électriques ou de chauffe-eau électriques. D'une part, c'est sous la présidence de Giscard d'Estaing que le déploiement des centrales nucléaires en grand a généré une surproduction que l'on a essayé d'utiliser au mieux par le chauffage électrique. Grosse erreur, qui a provoqué les pointes d'hiver ! Plus tard, ce sont des promoteurs plus soucieux de leur marge que des intérêts des acheteurs de logements qui ont perpétué cette pratique, ce type d'installation de chauffage étant bon marché à l'achat. Et encore aujourd'hui nombre d'usagers n'ont d'autre recours que de remplacer ces appareils électriques par d'autres un peu plus mais toujours trop peu performants.

Donc, la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés va pénaliser des usagers parfois locataires qui n'ont même pas le moyen de changer leur mode de chauffage ou de procéder à des travaux d'isolation efficaces.

Qu'Enedis aie besoin de connaître la consommation et la production de chaque point de concentration pour mieux équilibrer un réseau dont la production devient locale et fortement variable est nécessaire. Pour cela un compteur de type Linky au niveau de chaque concentrateur est utile d'autant que le coût de ce déploiement est environ 100 fois plus faible que le déploiement du Linky chez chaque usager.

De plus installer Linky chez chaque usager, essentiellement pour permettre une tarification horo-saisonnalisée avec un pas de souscription de 1 kW, est un très mauvais signal pour ces usagers qui sont victimes de politiques contraires à leurs intérêts.

Question 3 : Êtes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Défavorable

Commentaire :

Je ne suis pas favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Plusieurs raisons à cela :

1) La composante fixe qui reflète les coûts de gestion et de comptage est loin d'être négligeable par rapport à l'ensemble des autres composantes. Il en résulte que l'utilisateur qui consomme peu paie en réalité très cher les quelques kWh d'énergie consommée. A l'inverse, l'utilisateur qui consomme beaucoup peut considérer la composante fixe comme relativement négligeable. Tout se passe donc comme si le gros consommateur était avantagé par rapport au consommateur économe. N'est-ce pas contraire à la volonté de sobriété énergétique ?

2) La composante de soutirage se compose d'une partie proportionnelle à la puissance souscrite en kW et d'une autre proportionnelle à l'énergie soutirée en kWh. Les coefficients correspondants n'incitent nullement à la sobriété énergétique puisque le prix du kWh est indépendant de la quantité consommée. Il augmente peut être en fonction de la puissance souscrite ce qui ne correspond pas forcément à une consommation énergétique plus forte. Quelques fournisseurs de délesteurs en sont la preuve !

Pour dissuader l'utilisateur de consommer beaucoup, il faudrait instaurer des tranches (un peu

Rozé Christian

comme les tranches d'imposition) ; plus vous consommez par période de temps (mois, année), plus vous payez cher le kWh !

Pour ne pas pénaliser le consommateur économe, il faudrait minimiser voire annuler la composante fixe et l'intégrer dans le prix du kWh selon une péréquation.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?

Oui

Commentaire :

Il semble normal d'estimer à sa juste valeur la composante de gestion. Mais comme proposé en question 3, il faut intégrer ce coût par péréquation dans le prix du kWh.

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une révision à la baisse du niveau de la composante de comptage ?

Oui

Commentaire :

Il semble normal d'estimer à sa juste valeur la composante de comptage. Mais comme proposé en question 2, il faut intégrer ce coût par péréquation dans le prix du kWh.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

Défavorable

Commentaire :

Je ne puis être favorable au maintien de la forme générale des grilles comme précisé sur la question 3.

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Défavorable

Commentaire :

Je ne suis pas favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles. Régler le problème des pointes en France n'est pas tarifaire. Il est d'agir sur les causes d'existence des pointes. Un tarif dissuasif victimise les usagers.

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Sans objet.

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Les modalités de transition envisagées par la CRE sont inappropriées. Car le problème n'est pas de sanctionner financièrement les usagers, mais de remédier aux causes des pointes saisonnières

Rozé Christian

et même journalières.

Pour remédier à la pointe hivernale ainsi qu'à la pointe estivale, il faut s'attaquer aux causes principales qui sont l'insuffisance d'isolation des logements et bureaux, l'utilisation trop importante du chauffage électrique.

Pour remédier aux pointes journalières, il faut s'attaquer à sa cause principale qui réside dans les horaires de travail quasi identiques dans tout le pays. Il suffirait d'encourager les entreprises et les commerces à décaler les horaires.

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Je pense que le compteur Linky chez le particulier est à proscrire pour les raisons suivantes :

- 1) Il autorise les tarifs horo-saisonnalisés qui ne sont pas souhaitables pour les usagers qui vont subir un prix du kWh fort cher en période de pointe.
- 2) Ce déploiement coûtera environ 7 milliards d'euros, une somme considérable que les usagers vont rembourser à Enedis dès 2021. En comparaison, le Linky déployé sur les seuls concentrateurs coûterait 70 millions environ.
- 3) Le Linky ne dispose même pas d'un mini serveur web intégré permettant à l'utilisateur de récupérer directement chez lui toutes informations de nature à maîtriser sa consommation d'énergie.
- 4) Le Linky est d'abord un ordinateur ne pouvant fonctionner qu'en réseau (une sorte de smartphone en somme, bien moins pratique et bien moins évolué) ; de ce fait Linky est sans doute vulnérable à une attaque cyber-informatique.
- 5) Le profil de consommation étant remonté sur des serveurs d'Enedis, il est bien difficile de garantir sans rire qu'aucune utilisation commerciale, intéressée voire malveillante de ces informations ne soit faite.
- 6) Le logiciel de Linky est téléchargeable à distance alors que c'est d'abord un appareil de mesure de l'énergie. Comment pourrions nous vérifier son étalonnage, être sûr qu'il compte bien ? Les fraudes récentes à la mesure du CO2 des moteurs de Renault ou de Volkswagen ne sont guères rassurantes.

Question 11 : Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HT A à pointe mobile ?

Sans avis

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Oui

Commentaire :

Oui, tout à fait, ce n'est pas justifié.

Rozé Christian

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

Je n'y suis pas favorable. La plupart des usagers ne vont rien y comprendre et cette mesure n'a pas d'impact sur la réduction globale de l'énergie consommée.

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Défavorable

Commentaire :

Je suis opposé à cette expérimentation pour 2 raisons :

- 1) Le déploiement de la voiture électrique n'est pas souhaitable tant que ses batteries sont extrêmement énergivores et consommatrices de ressources rares.**
- 2) Certes, le regroupement permet grâce au foisonnement des usagers de souscrire à une puissance totale inférieure à la puissance actuellement souscrite par chaque usager. Et le tarif appliqué pour cette puissance totale souscrite est sans doute avantageux selon le Turpe en cours. Néanmoins, cela signifie que ce sont les membres du regroupement qui doivent organiser le comptage individuel de chaque membre usager du groupe. Une charge qui n'est pas négligeable pour le regroupement.**

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de productions non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

Rozé Christian

Sans avis

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Ne suis pas compétent.

Question 21 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement aux domaines de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Ne suis pas compétent.

Question 22 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection visant à faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de l'implémentation d'un tel tarif ?

Ne suis pas compétent.